



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-22 du 23 septembre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden évoque l'agenda économique de son administration lors de son discours à l'ONU
2. L'administration Biden décide de ne pas imposer de droits de douane additionnels sur les importations d'aimants en néodyme de Chine, du Japon et de l'UE
3. Les États-Unis soutiennent le principe de discussions sur la réforme du système de règlement des différends de l'OMC au sein du G7 et du G20
4. Des sénateurs proposent de mettre en place des sanctions secondaires pour assurer le respect d'un prix plafond d'achat du pétrole russe

Climat – énergie – environnement

5. La coopération se structure au sein du Partenariat pour la sécurité des minerais

Transport et infrastructure

6. Visite du Président Biden au Salon de l'auto de Détroit
7. Publication d'un projet de règlement dans le cadre de la réforme du transport maritime

Numérique et innovation

8. Saisine de la Cour Suprême en réaction à une divergence de jugements entre deux cours d'appel fédérales concernant la modération des contenus
9. Audition de Lina Khan et de Jonathan Kanter au Sénat

Santé

10. La signature d'un Executive Order pour accélérer la bioproduction aux États-Unis

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Président Biden évoque l'agenda économique de son administration lors de son discours à l'ONU

Le 21 septembre, le Président Biden a prononcé son deuxième [discours](#) à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York. Traitant d'abord de l'agression russe en Ukraine et des sanctions prises à l'encontre de la Russie – dont il a souligné qu'elles ne visaient pas les exportations de produits alimentaires et d'engrais – il a ensuite évoqué à plusieurs reprises les sujets économiques, notamment les 369 Mds\$ d'investissement dans le verdissement de l'économie américaine permis par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) adopté en août, le Conseil transatlantique Commerce et Technologie (CCT) lancé avec l'UE pour «*s'assurer que les technologies clés sont développées et gouvernées de manière à bénéficier à tous*», la négociation du Cadre économique Indo-pacifique (IPEF), ou encore les efforts déployés «avec des partenaires à travers le monde» pour sécuriser les chaînes de valeur.

2. L'administration Biden décide de ne pas imposer de droits de douane additionnels sur les importations d'aimants en néodyme de Chine, du Japon et de l'UE

Le 21 septembre, l'administration Biden a [annoncé](#) qu'elle prendrait une série de mesures afin de sécuriser la chaîne de valeur des aimants en néodyme. Au terme d'une enquête conduite en vertu de la Section 232 du *Trade Expansion Act*, le Département du Commerce américain (DoC) a [conclu](#) que les importations étrangères d'aimants en néodyme constituaient une menace pour la sécurité nationale. Toutefois, contrairement à ses préconisations dans le cadre de son enquête sur les importations d'acier et d'aluminium en 2018, le DoC n'a cette fois pas recommandé l'imposition de droits de douane additionnels ou de restrictions à l'importation sur ces produits. Son rapport note que de telles mesures nuiraient aux industries nationales utilisatrices d'aimants en néodyme, comme celle des véhicules électriques, qui pourraient de ce fait être incitées à délocaliser leurs activités. Le rapport recommande des mesures non tarifaires, comme le renforcement des investissements publics dans la production domestique de métaux rares et dans la recherche et le développement, mais aussi une meilleure coordination des efforts avec les alliés des États-Unis, y compris le Japon et l'UE. Par ailleurs, le DoC observe que plusieurs mesures non tarifaires déjà en place devraient permettre de significativement augmenter la production domestique, et de répondre à jusqu'à 51 % de la demande américaine à horizon 2026.

3. Les États-Unis soutiennent le principe de discussions sur la réforme du système de règlement des différends de l'OMC au sein du G7 et du G20

Le 15 septembre, dans une [déclaration commune](#), les ministres des pays membres du G7 chargés du commerce ont réitéré l'engagement pris par leurs gouvernements lors de la dernière conférence ministérielle de l'OMC, en juin, de «*conduire des discussions en vue d'obtenir un système de règlement des différends opérationnel et accessible à tous les membres de l'OMC d'ici à 2024*». Le 21 septembre, en marge du G20 commerce à Bali, la représentante américaine au commerce (USTR) K.Tai a réuni une «[mini-ministérielle](#)» avec l'Argentine, le Brésil, le Cambodge, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, afin d'entendre le point de vue de membres de l'OMC qui «*ont traditionnellement moins utilisé le système de règlement des différends*». K.Tai a aussi exprimé son intention de tenir des réunions sur le sujet «*dans différentes configurations*». Les contours des débats en cours et des intentions américaines demeurent cependant incertains, alors que Washington continue de bloquer les nominations de juges à l'Organe d'appel de l'OMC, rendu de ce fait inopérant depuis fin 2019.

4. Des sénateurs proposent de mettre en place des sanctions secondaires pour assurer le respect d'un prix plafond d'achat du pétrole russe

Les Sénateurs Van Hollen (D - Maryland) et Toomey (R – Pennsylvanie) ont [publié](#) le 20 septembre une proposition prévoyant des sanctions contre toute entité impliquée dans l'achat de pétrole russe au-dessus d'un prix plafond. Les Sénateurs estiment que cette possibilité de sanctions secondaires est nécessaire pour soutenir l'administration dans la mise en place d'un mécanisme de «*price cap*», dont le principe a été agréé début septembre au sein du G7. À l'occasion d'une [audition](#) devant la Commission bancaire du Sénat, une responsable du Département du Trésor américain a jugé que cette proposition n'était pas nécessaire car les pays qui ne rejoindraient pas formellement la coalition auraient malgré tout une incitation financière à acheter le pétrole russe au prix plafond.

Brèves

- La première [réunion](#) au niveau technique du «*Dialogue Commerce et Travail*», annoncé lors du dernier sommet du Conseil transatlantique Commerce et Technologie (CCT), s'est tenue virtuellement le 20 septembre.

- En marge du G7 commerce le 15 septembre, les ministres du commerce et du travail des États-Unis, de l'UE et du Japon se sont [engagés](#) à « *éradiquer toutes formes de travail forcé* ».
- Le 20 septembre, la Première Ministre du Royaume-Uni Liz Truss a [admis](#) qu'elle n'anticipait pas le lancement de discussions en vue d'un accord commercial avec les États-Unis « *à court ou moyen terme* ».
- Le Vice-Président exécutif de la Commission européenne et Commissaire au Pacte Vert Franz Timmermans a [suggéré](#) le 21 septembre, lors d'un événement à l'université Columbia à New York, que les États-Unis pourraient ne pas être affectés par le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE en cours d'adoption s'ils venaient à prendre « *la même trajectoire [que l'UE] en termes de réduction des émissions* ».

Climat- Énergie - Environnement

5. La coopération se structure au sein du Partenariat pour la sécurité des minerais.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue à New York le 22 septembre, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, les États-Unis ont invité les membres du [Partenariat pour la sécurité des minerais](#) (Mineral security partnership, MSP) à échanger avec plusieurs pays riches en minerais, l'Argentine, le Brésil, la République démocratique du Congo, la Mongolie, le Mozambique, la Namibie, la Tanzanie et la Zambie.

Ouverte par le secrétaire Antony Blinken, la rencontre a permis d'évoquer les priorités et les défis et des possibilités en matière d'exploitation minière, de traitement et de raffinage responsables de ces minerais stratégiques.

Officiellement lancé en juin 2022, alors que la demande de ces minerais devrait augmenter considérablement au cours des prochaines décennies étant donné leur rôle dans la transition énergétique, le MSP est une initiative multilatérale visant à

promouvoir des chaînes d'approvisionnement transparentes, ouvertes, prévisibles, sûres et durables. Il réunit des économies développées (Australie, Allemagne, Canada, Finlande, France, Japon, République de Corée, Norvège, Suède, Royaume-Uni, États-Unis et Union européenne) souhaitant garantir que les minéraux critiques sont produits, traités et recyclés de manière responsable, contribuant au développement économique des pays concernés.

Le MSP a vocation à identifier des projets prometteurs, et à les accompagner en impliquant à la fois les opérateurs de projets et les pays producteurs de ces minerais. Ce partenariat devrait ainsi faciliter les investissements publics et privés, encourager l'innovation, augmenter la transparence et promouvoir des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) élevées tout au long des chaînes d'approvisionnement de ces minerais considérés critiques..

Transport et Infrastructure

6. Visite du Président Biden au Salon de l'auto de Détroit

En visite la semaine dernière au Salon de l'automobile de Détroit, officiellement « *North American International Auto Show* », le Président Biden a délivré un [discours](#) mettant en avant le grand retour de l'industrie américaine à la faveur de l'essor des véhicules électriques (« *American manufacturing is back. Detroit is back.* »).

Se qualifiant lui-même de « *car guy* », il a réaffirmé son soutien aux emplois américains syndiqués et s'est félicité des efforts de son administration pour accompagner cette nouvelle dynamique industrielle. Mentionnant à cet égard le plan d'investissement fédéral pour les infrastructures (BIL), l'*American Rescue Plan*, le *CHIPS and Science Act* ou encore

l'*Inflation Reduction Act*, le Président a indiqué qu'un total de plus de 135 Md\$ d'investissements publics serait consacré à l'électrification des véhicules.

A l'occasion de cette allocution, il a notamment annoncé l'approbation par le gouvernement fédéral de 35 plans de déploiement d'infrastructures de recharge électrique présentés par plusieurs États et autres entités subfédérales. Les projets concernés pourront ainsi bénéficier d'une première tranche de financement de 900 M\$ au titre d'un programme dédié appelé NEVI (*National Electric Vehicle Infrastructure*), doté de 5 Md\$ sur 5 ans dans le cadre du BIL.

En outre, citant notamment Ford, GM et Stellantis/Chrysler, M. Biden a également salué les annonces de nouveaux investissements réalisées par les entreprises privées dans la fabrication domestique

tant de véhicules électriques que de batteries, à hauteur jusqu'à présent de 36 Md\$ et 48 Md\$ respectivement dans ces deux secteurs.

7. Publication d'un projet de règlement dans le cadre de la réforme du transport maritime

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi OSRA (*Ocean Shipping Reform Act*) promulguée le 16 juin, l'agence fédérale de régulation du transport maritime (*FMC – Federal Maritime Commission*) a publié le 21 septembre un [projet de règlement](#) visant notamment à clarifier et définir la notion de « refus déraisonnable de traiter ou négocier au regard des capacités disponibles de chargement des navires » (« *unreasonable refusal to deal or negotiate with respect to vessel space accommodations* »). Ce texte est soumis à la consultation du public pour une période de 30 jours, avant la publication d'un règlement définitif d'ici le 16 décembre au plus tard.

Brèves

- La Californie réfléchit à bannir au plus tard en 2040 la circulation des véhicules et autres engins lourds qui roulent au diesel dans la foulée des mesures récemment adoptées s'agissant des véhicules particuliers. [Le California Air Resources Board \(CARB\)](#) a proposé cette mesure, qui s'accompagnerait de l'obligation d'être à émission zéro pour les flottes de l'État et des autres collectivités à horizon 2027, pour les engins portuaires en 2035 et pour les grandes flottes professionnelles (Amazon, Walmart...) entre 2035 et 2042 selon le type de véhicules. Ces engins sont considérés comme étant responsables d'une grande partie de la très mauvaise qualité de l'air en Californie (émissions de CO2 et de particules fines). Le vote sur ce projet aura lieu le 27 octobre.

Numérique et Innovation

8. Saisine de la Cour Suprême en réaction à une divergence de jugements entre deux cours d'appel fédérales concernant la modération des contenus

Le 16 septembre, la Cour d'appel fédérale pour la cinquième circonscription (5th circuit), très conservatrice, a rendu son [jugement](#) dans l'affaire *NetChoice c. Paxton*, dans lequel elle rejette la tentative des plateformes de faire interdire, avant même qu'elle n'entre en vigueur, une loi texane limitant la capacité des grandes plateformes de médias sociaux à modérer le contenu. En substance, cette loi prévoit qu'une « plateforme de médias sociaux ne peut censurer un utilisateur, l'expression d'un utilisateur ou la capacité d'un utilisateur à recevoir l'expression d'une autre personne sur la base : (i) du point de vue de l'utilisateur ou d'une autre personne ; (ii) du point de vue représenté dans l'expression de l'utilisateur ou l'expression d'une autre personne ; ou (iii) de l'emplacement géographique d'un utilisateur dans cet État ou toute partie de cet État. » Le jugement indique notamment que la loi texane « ne dissuade pas la parole ; au lieu de cela, elle dissuade la censure », mais également que le Texas peut légalement qualifier les plateformes de « transporteurs publics » - c'est-à-dire de « fournisseurs de communication et de transport qui

se tiennent prêts à servir tous les membres du public sans négociation individualisée » - et leur imposer des dispositions de non-discrimination. À moins que les plateformes n'obtiennent une nouvelle suspension de la loi texane en obtenant une nouvelle audition par la Cour d'appel fédérale de la cinquième circonscription réunie en formation plénière, ou un examen par la Cour suprême, la loi du Texas entrera en vigueur. En mai 2022, sans explication de ses motifs juridiques, la même cour d'appel avait suspendu une injonction du tribunal fédéral de première instance qui enjoignait au Texas de ne pas appliquer sa loi, qu'il jugeait inconstitutionnelle. Cependant, la Cour suprême des États-Unis avait immédiatement réinstauré la suspension de l'application de la loi dans le cadre d'une procédure d'urgence en attendant un jugement complet de la Cour d'appel fédérale expliquant sa décision de réinstaurer la loi. Ce dernier jugement du 16 septembre expose les motifs juridiques et ouvre au passage une scission avec la Cour d'appel fédérale pour la onzième circonscription (11th circuit), qui avait statué qu'une loi de Floride imposant également des restrictions de modération de contenu sur les plateformes violait le premier amendement de la Constitution américaine. Le 21 septembre, l'État de Floride a déposé une requête auprès de la Cour

suprême des États-Unis pour déterminer si sa loi sur les médias sociaux est constitutionnelle.

9. Audition de Lina Khan et de Jonathan Kanter au Sénat

Le 20 septembre, la présidente de la *Federal Trade Commission*, Lina Khan, ainsi que le procureur général pour l'antitrust du *Department of Justice*, Jonathan Kanter, ont témoigné devant le sous-comité sur l'antitrust du Sénat. Lina Khan décrit le travail accompli par l'agence pour garantir une application stricte et réévaluée des lois antitrust. Elle note que la FTC adopte une optique plus large pour s'assurer que son travail tienne pleinement compte des effets anticoncurrentiels des fusions, notamment en mettant l'accent sur les dommages prospectifs. Elle décrit également les mesures que la FTC a prises pour mettre à jour ses outils, notamment le rétablissement de la pratique consistant à exiger des parties qui proposaient des fusions illégales qu'elles reçoivent une approbation préalable et donnent un préavis pour les transactions futures. Tant Khan que Kanter ont également expliqué que leurs agences pâtissaient de leur manque de financement, le nombre d'employés à temps plein à la FTC par exemple ayant été réduit d'un tiers par rapport au début des années 1980. Lina Khan a reçu la majeure partie des questions lors de l'audience et les législateurs républicains l'ont critiquée, notamment pour des allégations selon lesquelles elle politiserait l'agence, et pour des informations faisant état d'une baisse du moral de son personnel.

Brèves

- Le 22 septembre, le *Journalism Competition and Preservation Act*, projet de loi créant une exemption antitrust pour les éditeurs de presses de moins de 1500 employés pour négocier collectivement avec les plateformes en ligne sur la façon dont ils sont payés pour le contenu affiché sur ces sites, a reçu un vote positif au sein du comité judiciaire du Sénat.
- Le 20 septembre, la FTC a ouvert une [enquête](#) approfondie sur l'achat par Amazon de l'entreprise de robot aspirateur iRobot pour 1,7 Md\$, une décision qui pourrait retarder la conclusion de la fusion d'un an ou plus et qui s'ajoute aux enquêtes de l'agence sur les pratiques commerciales d'Amazon.
- Le 20 septembre, le National Institute of Standards and Technology (NIST) a publié des [lignes directrices](#) en matière de cybersécurité des objets connectés.
- Le 20 septembre, Nick Clegg, Président des Affaires Globales de Meta, a publié un [article](#) estimant que «le discours public sur les données repose souvent sur des hypothèses erronées et des métaphores de l'ère industrielle qui façonnent la manière dont le débat est cadré» et s'inquiétant de «la pression du nationalisme numérique qui s'est glissée dans le débat.»
- Un [rapport](#) de la New York University estime qu'à l'approche des élections de mi-mandat de 2022, les mensonges sur la fraude électorale continuent de se répandre *via* les réseaux sociaux. Selon le rapport, les sociétés de médias sociaux ont promis de protéger ces élections contre la désinformation et la désinformation, mais leurs politiques défectueuses et leur application incohérente entraînent l'amplification continue du déni électoral.
- Le 15 septembre, le Sénat a confirmé à l'unanimité Nathaniel Fick au poste de cyber-ambassadeur des États-Unis. Il dirigera le nouveau Bureau du cyberspace et de la politique numérique du Département d'État avec le rang d'ambassadeur.
- Le 15 septembre, la FTC a publié un [rapport](#) montrant comment les entreprises utilisent de plus en plus des pratiques de conception sophistiquées appelées «dark patterns» qui peuvent tromper ou manipuler les consommateurs pour qu'ils achètent des produits ou des services ou renoncent à leur vie privée. Les tactiques détaillées dans le rapport incluent le déguisement des publicités pour qu'elles ressemblent à du contenu indépendant, le fait de cacher des termes clés ou des frais indésirables, et d'inciter les consommateurs à partager leurs données. Le rapport a souligné les efforts de la FTC pour lutter contre ces pratiques.
- Le 15 septembre, dans le cadre du sommet «United We Stand» de la Maison Blanche visant à contrer les effets corrosifs de la violence motivée par la haine sur la démocratie et la sécurité publique, YouTube, Twitch, Microsoft et Meta ont annoncé de nouvelles [mesures](#) de lutte contre ce type de violences.
- La Californie devient le premier État à imposer des règles aux plateformes de média social en matière de protection des enfants et de modération des contenus. En effet, le Gouverneur Newsom a signé le *California Age Appropriate Design Code* ainsi

que les *Content Moderation Requirements for Internet Terms of Service*. La première entre en application dès le 1^{er} janvier 2023 tout comme les règles de transparence de la seconde à l'exception

de l'obligation de faire un rapport bi annuel sur l'application de la modération des contenus, qui s'applique quant à elle à compter du 1^{er} juillet 2024

Santé

10. La signature d'un Executive Order pour accélérer la bioproduction aux États-Unis

Le 12 septembre 2022, le président Joe Biden a signé l'[Executive Order on Advancing Biotechnology and Biomanufacturing Innovation for a Sustainable, Safe, and Secure American Bioeconomy](#) (ou la « *National Biotechnology and Biomanufacturing Initiative* »).

Ce texte a pour objectif de renforcer et diversifier la production domestique de bioproduits et d'accroître les opportunités de marché dans le but de i) réduire la dépendance américaine vis-à-vis de la Chine dans le secteur de la bio production, ii) maintenir la compétitivité économique des États-Unis dans ce domaine et iii) réaffirmer sa position de leader sur le volet technologique tout en assurant un cadre réglementaire sécurisé et éthique.

Ce plan est coordonné par la Maison Blanche et implique les ministères de la santé, l'agriculture, l'énergie et le commerce. Ces derniers devront chacun rédiger d'ici fin mars 2023 des rapports sur l'utilisation des bioproduits et des recommandations de politiques publiques pour répondre aux enjeux de santé publique, de transition écologique et énergétique et de souveraineté en termes de bio production.

Parmi les budgets les plus importants [annoncés](#) par la Maison Blanche le mercredi 14 septembre en particulier, 1 Md\$ co-financés par le *Department of Defense* (DoD) et le *Health and Human Services* (HHS) seront dédiés sur 5 ans à l'accroissement du parc industriel de bio production aux États-Unis.

En santé plus particulièrement, la HHS [annonce](#) investir 40 M\$ pour accroître le recours à la bio

production pour la production des substances actives, des antibiotiques et des matières nécessaires à la production de médicaments essentiels dans le cadre d'une réponse à une épidémie.

Brèves

- Joe Biden [a annoncé](#) le 12 septembre qu'il souhaitait nommer à la tête de l'ARPA-H (*Advanced Research Project Agency for Health*), le Dr Renee Wegrzyn, scientifique reconnue dans le domaine biomédical. Elle serait la première directrice de cette agence, créée en mars 2022, qui finance des projets innovants en Santé pour répondre à des besoins sociétaux (cancer, Diabète, Alzheimer) et prépare les réponses aux futures épidémies.
- La Cour fédérale de première instance du District de Columbia [a rejeté l'opposition](#) que le ministère de la Justice avait intenté en février 2022, contre le rachat de Change HealthCare par la société d'assurance UnitedHealth Group (6^e classement Forbes, CA 290 Md\$ en 2021). Le ministère avait affirmé que la fusion de la filiale Optum du groupe et de Change Healthcare, une société de technologie de santé visant à accélérer la transformation des systèmes de soins, serait une menace pour la concurrence du marché de l'assurance. Change Healthcare utilisant pour ses analyses de larges bases de données sur les assurances et les systèmes de soins, le ministère jugeait dangereuse l'acquisition des données de ses concurrents par UnitedHealth Group.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.